



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 05 NOVEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quinze le cinq novembre à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Raymond BORIO, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Grégory LOEW, Fabrice MAGAUD, Sandrine MARY-BOUZEREAU, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Francine REGAZZETTI, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

Objet de la délibération:

**Acquisition foncière
amiable parcelle AD
n°389 - Boulevard
John Fitzgerald
Kennedy à
Draguignan / Pôle
Culturel Chabran**

REPRÉSENTÉ(S) :

Claude ALEMAGNA pouvoir à André MENET, Nicole FANELLI pouvoir à Jean-Pierre MOMBAZET, Jutta AUGUIN pouvoir à Francine FIORINI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Bernard CHARDES pouvoir à Liliane BOYER, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Alain VIGIER, Nathalie GONZALES pouvoir à Alain PARLANTI, Alain HAINAUT pouvoir à Richard STRAMBIO, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Thierry PESCE pouvoir à Claude PIANETTI, Christine PREMOSELLI pouvoir à Sophie DUFOUR, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S)/EXCUSE(S)

Florence LEROUX, David SONNEVILLE

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 13/11/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le : 13/11/2015

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a construit, en partenariat avec le Département du Var, le Pôle Culturel Chabran sis boulevard John Fitzgerald Kennedy à Draguignan. Ce pôle est un ensemble immobilier regroupant pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise, une médiathèque d'agglomération, un conservatoire, un auditorium et un café culturel et pour le département du Var, les archives départementales.

La fréquentation de l'ensemble du Pôle est de 1 100 personnes par jour en moyenne depuis son ouverture en décembre 2014. Il est donc apparu indispensable de pouvoir proposer, dans ce quartier, une solution de stationnement complémentaire à celle déjà existante à l'intérieur ou aux abords de la ZAC Chabran.

Les consorts FORTORE sont propriétaires de la parcelle de terre cadastrée section AD n° 389 d'une contenance d'environ 939 m² sis Bd John Fitzgerald Kennedy à Draguignan.

Vu l'intérêt que représente cette parcelle de terre pour la Communauté d'Agglomération Dracénoise, et après accord entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et les consorts FORTORE, ces derniers ont accepté de vendre à l'amiable la totalité de cette parcelle cadastrée section AD n°389 au prix net vendeur de 25 000 € (vingt-cinq mille Euros).

Cette acquisition va permettre la mise à disposition d'une quarantaine de places de stationnement environ, dont une destinée aux Personnes à Mobilité Réduite, auxquelles s'ajouteront cinq places pour les deux-roues.

Conformément à la lecture combinée des articles L.1311-9 et L.1311-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les acquisitions amiables des collectivités territoriales et de leurs établissements publics d'une valeur totale inférieure à 75 000 € (en vertu de l'arrêté du 17 décembre 2001 modifiant l'arrêté du 5 septembre 1986 relatif aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités et organismes publics) sont dispensées de la consultation préalable de l'autorité compétente de l'Etat.

Ainsi, la présente acquisition est dispensée de la consultation de France Domaine. Elle peut donc être poursuivie aux prix et conditions arrêtées entre les parties.

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la commission Urbanisme en date du 20 octobre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération :

- D'autoriser l'acquisition par la Communauté d'Agglomération Dracénoise de la parcelle cadastrée section AD n°389 sur le territoire de la commune de Draguignan d'une contenance d'environ 939 m² au prix de 25 000 € (Vingt-cinq mille Euros) ;
- D'autoriser le Président à signer tout document afférent à la présente et notamment de proposer, signer et publier éventuellement une promesse de vente comportant autorisation anticipée de réalisation des travaux ;
- Dire que la Communauté d'Agglomération Dracénoise supportera les frais d'actes et de publication afférents à la présente ;
- Dire que la présente acquisition pourrait être passée en la forme administrative ou en la forme notariée. Dans l'hypothèse où la vente serait passée en la forme administrative, l'article L1311-13 du CGCT précise que la collectivité territoriale ou l'établissement public sera représentée pour la signature de l'acte par un adjoint ou un vice-Président dans l'ordre de leur nomination, l'acte administratif étant reçu et authentifié par le Maire ou le Président en vue de sa publication.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 05 novembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



A handwritten signature in black ink, reading "Olivier Audibert-Troin".

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.